

AfriBos.



DEBAT AFRICAIN
DE L'INTELLIGENCE
ECONOMIQUE

La résilience des économies face au Coronavirus

Loukman Konaté

Stay at home

A tous ceux qui se battent pour trouver une solution à cette pandémie de coronavirus.

Aux pays africains, l'endettement ne doit pas servir à financer les dépenses non productives.

« La folie consiste à faire la même chose encore et encore et à attendre des résultats différents. » Albert Einstein

“

Le même combat, mais pas les mêmes armes

Apparu en Wuhan (Chine) en décembre 2019, le SARS-CoV-2 ou le Coronavirus ou en encore le Covid-19 ne cesse de nous retrancher dans nos économies à commencer par la Chine. En effet, dès l'apparition du virus, les autorités chinoises n'ont pas hésiter sur les moyens afin de rompre la chaîne de contamination du virus sur le territoire. Des mesures strictes ont été déployées comme le confinement de plus de 60 millions de personnes et la désinfection des voies. Malgré ces efforts, le virus n'a pas pour autant arrêter sa progression, bien au contraire.

Dans les premières heures de ce qui deviendra une pandémie, la plupart des pays occidentaux parlait de virus chinois, et n'ont jugé bon de prendre les mesures nécessaires pour contrer son entrée et sa propagation sur leur territoire. Ces erreurs de jugements et d'analyses ont été le terreau fertile de la prolifération du coronavirus avec une totale absence d'effet mémoire lié aux crises sanitaires précédentes comme la grippe espagnole.

Avec des pertes en vie humaine qui croissent à une vitesse exponentielle plus de 200.000 décès avec près de 2.000.000 de cas dans 193 pays le 13 avril 2020 et une paralysie quasi totale des activités, jamais le monde en temps de paix n'a eu à faire face à la fois un tel ennemi invisible et redoutable, qui vient nous rappeler la fragile illusion d'équilibre que nous croyons avoir créé dans nos économies. Le coronavirus vient montrer les limites et la fragilité de nos systèmes dont certains pays se targuaient de se mettre en avant en vantant la solidité de leur système économique, sociale, politique mais également de santé.

Plus rapide dans ses attaques, les pays se voient dépasser par les événements et son contraindre d'improviser la plupart du temps. Il convient de mettre en avant l'effet de surprise qu'a engendré cette pandémie, prenant les nations à contre-courant. En effet, pour cette année 2020-2021, les perspectives des analystes financiers tablaient sur une croissance des économies et des investissements en hausse par rapport à 2019. Il est évident que la préoccupation actuelle des Etats est de trouver les moyens nécessaires de sortir presque indemne de cette crise sanitaire qui paralyse les activités.

Corona-résilience

Par ailleurs, elle met également à nu les profonds déséquilibres de notre mode de vie et de notre système tout entier avec des difficultés pour certains pays de disposer des tests, équipements et du personnel médical qualifié, mais aussi de subsistances nécessaires dans ces heures.

Dans un système de production dominé par le capitalisme avec la recherche du profit effréné, le coronavirus montre les limites de notre mode de production, de consommation et de de vie. L'obsession des institutions et entreprises étaient tellement focalisées sur les questions comme la croissance, de la dette, de l'équilibre budgétaire, de chômage et autres, que le bien-être des travailleurs qui étaient bradés au profit d'un chiffre d'affaires de plus en plus croissant. Cette situation prévaut dans l'ensemble des pays et à géométrie variable, laissant ainsi les employés dans une situation sociale plus que précaire pourvu qu'ils atteignent les objectifs qui leur ont été assignés.

Aujourd'hui, ce langage a bien évolué et l'on parle de « à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles » comme si l'économie n'était pas déjà dans une situation plus qu'exceptionnelle avec des conditions de vie très déplorables de la population dont le bien-être est le dernier des soucis, des manipulations de taux, une économie mondiale à bout de souffle, guettée par une récession, des chantages financiers et économiques, des déstabilisations et instrumentalisation des entreprises et des États les plus « pauvres ».

Des années à nous rabâcher le même discours : il faut un équilibre de dépenses publiques, il ne faut pas dépasser le seuil de l'endettement, il faut une indépendance de la banque centrale et l'État, il ne faut pas faire usage de la planche à billets, il faut contrôler la masse monétaire en circulation, il faut privatiser les entreprises, il faut.... Il ne faut pas.... Il ne faudrait pas faire ainsi même si la population doit mourir de faim. Cependant, cette crise sanitaire remet la plupart de nos croyances en marge.

A dieu les mesures de restrictions

“

La norme c'est le non-respect des normes

Avec le Covid-19, au diable ces principes moraux économiques qui constituent les normes de notre société depuis des siècles, soit disant pour éviter l'embrasement de l'économie et des codes sociaux. L'urgence est d'assurer la continuité de l'État et d'éviter des désastres économiques quoiqu'il en coûte. Dans ces conditions et face à l'ombre des menaces qui planent sur les pays, des décisions « accommodantes » sont prises pour éviter que les économies, du moins les plus puissantes, ne tombent dans une récession profonde. Les montants annoncés pour soutenir l'économie mondiale donnent le tournis. En effet, c'est plus 6.000 milliards de dollars qui sont mobilisés pour contrer cette pandémie du Coronavirus. Aussi, elle a créé des attentes surprenantes entre des opposants d'hier qui deviennent des alliés pour contrer ce virus, à en croire qu'il faut impérativement une situation exceptionnelle pour montrer que nous pouvons faire front ensemble pour le bien-être collectif.

Des donneurs de leçons qui nous ont donné ces leçons sur les modèles économiques, comme le libéralisme économique caractérisé par son prodigieux slogan « laissez faire, laissez-circuler » avec comme pour défis la privatisation des entreprises nationales, se mettent aujourd'hui dans des postures de nationaliste plus qu'opportuniste. Si la privatisation et la liberté ont été les fondements de la société capitaliste, libérale ou néolibérale, ceux-ci sont mis en mal dans cette situation de crise avec la fermeture des frontières entre les États et le retour du patriotisme économique dans la plupart des pays développés.

Par ailleurs, la planche à billets n'a jamais autant été utilisée par les États et les banques centrales qui en ont la capacité contrairement aux États dont les monnaies sont tributaires des autres comme les économies des pays d'Afrique francophones. Pour ces derniers une solution a été trouvée pour accroître leur dépendance via la mise en place d'un fonds pour aider les pays africains à faire face au coronavirus par [la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International \(FMI\) des montants respectifs de 12 et de 50 milliards de dollars \(dont 10 sont des prêts à taux zéro\)](#). Pour le FMI, «

Corona-résilience

Ces sommes seront prêtés en fonction de quatre facteurs qu'est la solidité du système de santé, la vulnérabilité aux chocs de prix, la dépendance aux exportations de matières premières et enfin la marge de manœuvre budgétaire de l'État » affirme Kristalina Georgieva, Présidente du FMI.

Puisque la finance internationale est malade, il est impératif de la maintenir sous respirateur artificiel, avec des injections massives voire sans limite de liquidité à travers de politiques monétaires budgétaire, tout en la laissant sous perfusion pour éviter qu'elle ne périclite.

L'usage de la planche à billets et des mesures exceptionnelles

Il n'est pas admissible pour les Etats-Unis de laisser la finance mondiale s'effondrée créant ainsi un nouveau paradigme économique ou une révolution copernicienne. Il est donc impératif de continuer à alimenter celle-ci en prenant des mesures fortes afin de donner confiance aux investisseurs. Les autres pays et banques centrales ont également adopté le même principe pour stimuler les activités économiques via des décisions qui rassurent tant bien que mal les investisseurs compte tenu de tendance à la baisse des bourses depuis le début de la crise sanitaire. Ces décisions sont liées à la baisse des taux directeurs des banques centrales, le rachat des actifs. L'objectif est de maintenir coûte que coûte la trajectoire actuelle des économies et des bourses.

“

L'usage de tous les outils

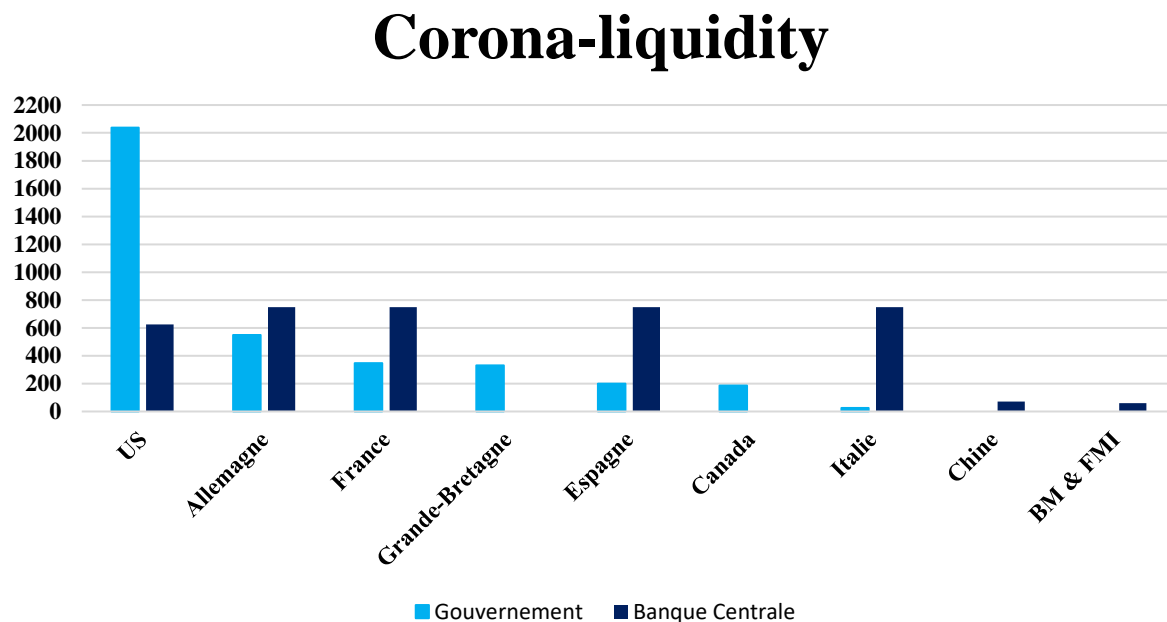
La banque centrale américaine, la réserve fédérale (Fed), dont les annonces constituent le fil rouge de l'économie mondiale annonce via son Président Jerome Powell qu'elle utilisera tous ces outils pour faire ce qu'elle doit faire pour soutenir l'économie américaine. Pour ce faire, elle a annoncé l'augmentation de ses achats de titres de **700 milliards de dollars et une baisse de ses taux d'intérêt de 0.5%** et n'hésitera pas à recourir à d'autres instruments pour assurer le bon fonctionnement des marchés et du crédit en rachetant sans limite des obligations : c'est le Quantitative Easing à l'Infini ou « QE Infinity »

“

Quoiqu'il en coûte!

Quant aux autres banques centrales, à l'instar de la Banque Centrale Européenne (BCE), les mesures pour soutenir l'économie se comptent également en milliards d'euros. En effet, le soutien de l'économie de la zone euro est un impératif de peur de voir celle-ci s'effondrer avec la baisse de la demande, mais également le ralentissement de la production. De ce fait, la BCE a ainsi débloqué une somme de **750 milliards d'euros**. Ce montant servira au rachat de la dette publique et privée afin d'atténuer les effets du Covid-19 sur l'économie des pays membres. Par ailleurs, il ne fait aucune mention de la période de fin de rachat des dettes publiques et privées. Mieux encore, la BCE stipule que ce programme de rachat continuera tant que la crise de Coronavirus ne serait pas passée et que la Banque centrale fera tout pour sauver l'euro quoiqu'il en coûte, car « **Ces temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire. Il n'y a pas de limites à notre soutien à l'euro** » affirme Christine Lagarde, Présidente de la BCE.

Figure 1 : La liquidité injectée par les Etats et Banques centrales en milliard d'euro



Source : auteur du rapport (avec les données des Etats et des banques centrales)

Corona-résilience

En plus de ces mesures, les banques centrales ont baissé leur taux directeur pour mettre aux banques commerciales de se financer à faible coût afin de permettre le refinancement de l'économie réel. La baisse des réserves obligatoires permet ainsi aux banques commerciales d'avoir assez de liquidité et augmenter leur de financement des entreprises et particuliers, **du moins en théorie**. Puisque le défi majeur pour la plupart des banques centrales constitue à maintenir la stabilité des prix et donc de contrôler l'inflation conformément à leurs missions, les banques centrales dopent leurs outils pour stabiliser **également** les marchés financiers, qui sont très volatiles durant ces périodes.

Par ailleurs, certaines Banques centrales, comme la Fed, en plus de maintenir l'inflation doivent également assurer le plein emploi. Cette double mission est de plus en plus compliquée avec le Covid-19. En effet, la pandémie a porté un coup dur à l'économie américaine avec hausse plus que significative du nombre de sans-emploi. Ainsi, **plus de 701.000 nouveaux chômeurs, soit un taux de chômage en hausse de 4.4% en seulement un (1) mois (en mars), ce qui donne le triste nombre de 7.1 millions de sans-emploi**. Cette statistique ne prend pas en compte les 10 millions de personnes, ayant fait une demande d'allocation chômage pour le seul mois de mars 2020 aux Etats-Unis.

Il convient de remarquer que cette deuxième mission de la Fed est suivie par les autres banques centrales. En effet, la recherche du contrôle de l'inflation ou la stabilité des prix conduit à au maintien de l'emploi : c'est ce qu'on appelle la « divine coïncidence¹ ».

Malgré les stimulus monétaires, l'économie mondiale continue sa descente dans les profondeurs d'une probable récession. Les banques centrales usent de leur pouvoir pour la sauver en jouant sur les différents outils, comme les taux directeurs, le rachat d'actif, la baisse de réserves obligatoires et autres. Cependant, ces effets de la politique monétaire prennent du temps pour faire leur effet. Et le temps est justement ce qui manque à l'économie mondiale dans cette situation d'urgence. Il faut alors stimuler le plus rapidement possible l'activité économique. Et quoi de plus rapide que la stimulation de l'offre et de la demande globale à travers l'intervention de l'Etat : c'est la politique budgétaire.

¹ Selon cette hypothèse, dite de la « divine coïncidence », le contrôle de l'inflation stabilise l'emploi et l'activité économique. Source : **Martin Anota, 2013, « La politique monétaire à la croisée des chemins », Idées économiques et sociales 2013/3 (N° 173), pages 49 à 57**

Des cures de politique budgétaire pour stimuler l'offre et la demande

Le retour en force de l'Etat providence est impératif pour stimuler l'économie puisque dans cette période de crise, les acteurs privés sont enclins à réduire leurs investissements car ne voyant pas de perspective heureuses pour l'économie et leurs investissements. Cependant, pour que ces investissements étatiques puissent avoir les effets escomptés, il faut les faire le plus rapidement possible en visant les secteurs stratégiques en premier afin d'éviter la cannibalisation des autres puissances économiques. Ainsi, certains pays prévoient de nationaliser des entreprises à vocation stratégiques en difficultés afin d'éviter de prime abord qu'elles ne fassent faillite ou soit racheter par les investisseurs étrangers, c'est notation le cas de la France, de l'Italie. Dans ces situations exceptionnelles, seule l'Etat est capable de faire un pari sur l'avenir en investissement massivement, créant ainsi un effet de cliquet.

Aux États-Unis, le sénat à l'unanimité a voté pour un plan d'urgence de plus **2.200 milliards de dollars** pour soutenir l'économie étasunienne dans son ensemble face au Coronavirus. L'objectif est très clair, entre autres, accompagner les hôpitaux et le système de santé (100 milliards), apporter son soutien aux entreprises (500 milliards), maintenir la consommation (distribution d'un chèque de 1.600 dollars par américain), éviter la destruction des emplois (250 milliards) et maintenir la compétitivité de l'économie ainsi que le positionnement des États-Unis comme une nation forte, puissante, mais avant tout résiliente.

Outre ces mesures de la BCE, les gouvernements français, allemand et autres apportent leur soutien aux agents économiques. La France offre une enveloppe de **45 milliards d'euros** pour éviter la faillite des entreprises, en plus de mesures de report des charges des entreprises, la mise en place du chômage partiel et les durées de travail supérieur à 35 heures et autres mesures dont la garantie à hauteur de 300 milliards d'euros des prêts bancaires contractés par les entreprises auprès des banques. Aussi, la prise de participation, voir la nationalisation de certaines entreprises si cela s'avère nécessaire pour protéger l'économie française et sa souveraineté. Pour parvenir à cela, le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire affirme que « *Tous les moyens à disposition seront utilisés* ».

Corona-résilience

Le gouvernement allemand soutien son économie à hauteur de **550 milliards d'euros** correspondant à des prêts avec garantie de l'État. Cette somme sera encore plus importante si les effets de l'épidémie coronavirus perdurent sur l'économie. Par ailleurs, l'Allemagne ne s'arrête pas à cette mesure. En effet, la République Fédérale compte emprunter sur les marchés financiers plus de **156 milliards d'euros** pour soutenir son économie via le financement des dépenses publiques qui excèdent le niveau initialement prévu compte tenu des effets négatifs sur ses recettes et dépenses. À dieu l'orthodoxie budgétaire, le temps est de sauver l'économie coûte que coûte. L'Allemagne qui finance le déficit des autres pays européens entrera en déficit, ce qui en dit long sur le financement du déficit des autres pays de la zone euro après la crise sanitaire.

Le gouvernement britannique, quant à lui compte apporter son support de 60 millions livre sterling pour donner un coup de fouet à son économie. En plus, le gouvernement pour soutenir les entreprises en difficultés dans leur demande de financement, compte garantir celle-ci à hauteur de **330 milliards de livres sterling**. Cette aide vient soulager une économie en proie avec de grosse difficulté depuis sa sortie de l'union européen qui constituait un débouché pour les producteurs britanniques.

D'autres pays comme le Canada, le Japon ont pris des mesures pour soutenir leur économie afin de rester très compétitifs après le Coronavirus. Le premier a mobilisé **200 milliards de dollars** pour soulager les entreprises et la population en plus d'autres mesures. Le Japon quant à lui apporte un soutien de **3,5 milliards d'euros** pour protéger son économie des effets néfastes du Covid-19 en soutenant les entreprises japonaises à y faire face pour assurer leurs continuités. À ces mesures gouvernementales japonaises, il faut ajouter celles de la Banque du Japon (BoJ) qui consiste à **renforcer sa politique de rachat des actifs** pour le maintien de la stabilité financière face aux effets du coronavirus sur l'économie nipponne.

Corona-résilience

Figure 2 : Coûts de la relance budgétaire

	Stimulus budgétaire (milliards, devise nationale)	Part du PIB (%)	Impact estimé sur la croissance (pp)	Impact estimé sur le solde budgétaire (pp)
Allemagne	123,0	3,6	1,3	-2,8
France	45,0	2,6	0,8	-1,3
Italie	25,0	1,4	0,7	-0,9
Espagne	18,0	1,4	0,5	-1,1
Royaume-Uni	60,0	2,7	1,1	-1,8
Etats-Unis	2000,0	9,3	2,3	-8,4

Source: Euler Hermes, Allianz Research • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Le coronavirus coûte cher aux Etats et à l'économie mondiale. Mais au-delà de ces aspects financiers, il ne faut pas perdre de vue les coûts humains. Aujourd'hui, la priorité des gouvernements et des banques centrales est de sauver à tous les prix leur économie pour éviter d'entrer dans une récession chronique, puisque la récession est inévitable, à la suite de cette crise sanitaire mondiale, car il sera encore plus difficile de se relever plus que cela n'a été le cas lors de la crise de 2007-2008. En effet, une récession engendrera une injection de liquidité de plus en plus dans l'économie, ce qui créera un excès de liquidité à moins de trouver d'autres mesures de réponses hormis la politique monétaire ou budgétaire. Cette crainte plane dans les cœurs des investisseurs, des Etats, des banques centrales et des autres agents économiques. Et une telle situation serait dramatique pour l'économie mondiale plus que la situation qui a prévalu lors de la crise des Subprimes car les banques centrales non plus de marge de manœuvre avec des taux directeurs au plus bas niveau « négatifs » et le Quantitative Easing qui est plus qu'à son maximum, ainsi que les autres instruments.

Pour atténuer une telle situation, les gouvernements et les banques centrales ont été très réactifs dans leurs décisions de financement de l'économie, car les enjeux économiques sont plus importants que ces questions liées à l'équilibre budgétaire ou autres choses : il s'agit de la survie et de la continuité de l'économie, quoiqu'il en coûte, de peur qu'elle ne relève pas d'aussitôt avec toutes les conséquences possibles comme la faillite des entreprises, le chômage chronique, la baisse de recettes fiscales, l'accroissement de la dette et du déficit, etc. Pour cela, l'usage de l'ensemble des

Corona-résilience

instruments de politique économique, la policy-mix, est en a point douter la réponse la plus évidente en ces moments. Cependant, avec ces injections massives de liquidité, quid de la gestion de la dette, de l'inflation, des taux de change et autres après la crise sanitaire ? Dans tous les cas, le coronavirus n'a pas fini de livrer tout son secret car plus il durera, plus les conséquences seront désastreuses pour les économies, mais pas dans les mêmes proportions. Contrairement aux pays développés, quels sont les moyens mis en place par les pays en développement hormis le fonds des bailleurs de fonds comme la banque mondiale et le FMI ? Utilisent-ils la planche à billets ou d'autres alternatives pour faire face aux conséquences du coronavirus? En quoi cette crise sanitaire constitue une opportunité pour les économies africaines ?